

La réponse de la rue demain 29e vendredi



©
Louiza
Ammi/
Libert
é.

C'est une semaine pleine de rebondissements qu'ont vécue les Algériens, encore sous le choc des dernières déclarations de Gaïd Salah. Le vice-ministre de la Défense, chef d'état-major de l'ANP a, cette fois-ci, pris de court l'ensemble de la population et la classe politique en suggérant, lundi dernier, la convocation du corps électoral le 15 septembre prochain pour tenir l'élection présidentielle "dans les plus brefs délais".

Une sortie qui en a surpris plus d'un et surtout les hirakistes qui s'étonnent de voir ainsi celui qui tient les rênes du pays ignorer les cris de tout un peuple, mais pas seulement. Gaïd Salah met les Algériens devant le fait accompli et impose un agenda électoral, faisant fi des lois et des procédures.

Un passage en force que les internautes ont été fort nombreux à "dénoncer" et à "rejeter" à travers les réseaux sociaux. Et, pour donner le ton, ils ont appelé à une plus grande mobilisation pour ce 29e vendredi qui coïncide avec la rentrée sociale qui s'annonce, quant à elle, très chaude.

L'autre événement marquant de la semaine réside dans les apparitions de Karim Younès, coordonnateur de la commission de médiation et de dialogue dite "panel", qui ne cesse d'être malmené par les citoyens et notamment par les jeunes. Cette instance, qui perd de plus en plus de sa crédibilité, apparaît au grand jour comme étant l'instrument, par excellence, pour préparer l'élection présidentielle.

Rejeté dans le fond et dans la forme également par les partis politiques et par les personnalités, le panel se retrouve parasité par des éléments qui ne ménagent aucunement le mouvement populaire. De ce côté-là, le

peuple le lui rend bien et ne l'épargne pas non plus dans ses commentaires sur les réseaux sociaux via lesquels, il est dit clairement que "le panel n'a plus de sens et aucune raison de poursuivre une mission qui a été déviée de sa trajectoire initiale et s'est complètement éloignée des aspirations du peuple".

Même le général de corps d'armée n'a pas attendu les conclusions de cette instance, dont la mission est de faire des propositions sur le déroulement global de l'élection présidentielle, pour indiquer la feuille de route à suivre. C'est dire que les choses se précipitent, et ce, en l'absence du chef de l'État qui ne dit plus rien.

Une absence remarquée et pour laquelle les Algériens ont réservé moult interrogations et interprétations, dont la plus forte n'est autre que la suivante : "Comment se fait-il que Gaïd Salah parle d'un agenda électoral alors que cela relève des prérogatives du chef de l'État ?" Il est clair que les Algériens, loin d'être dupes, soupçonnent un désaccord entre les deux hommes forts du pays actuellement.

"Il n'est pas question que l'avenir de l'Algérie se décide en dehors des aspirations du peuple", insistent les internautes, qui ont affiché clairement leur détermination pour marcher encore un 29e vendredi, entamé déjà avec leur sortie aux côtés des étudiants mardi dernier. La jeunesse a également crié : "Non à une dawla âaskaria" (Non à un État militaire).

C'est que "l'heure est grave", estiment les Algériens, qui ne perdent pas de vue "les détenus d'opinion" qui continuent à croupir dans les prisons et prennent conscience, de plus en plus, que "la liberté et la démocratie sont plus que jamais en péril".

Nabila Saïdoun